

[Text]

Professor Thomson: Yes, this is a problem that both the Embassy in Washington and the Office of Canadian Affairs with the Department of State have to face. There are so many communications going back and forth. There are eight direct telephone lines, a direct telegraph communications system and so on. Mind you, if something were to happen, if there were to be more direct contacts between parliamentarians and congressmen, this would not alleviate the problem of co-ordination but would complicate it. I think that is just inevitable. There would have to be ways developed of assuring that co-ordination. I do not think it is an overwhelming problem.

Mr. Thompson (Red Deer): Would the establishment of American Services here in External Affairs be of any use in that regard?

Professor Thomson: Yes, I think so. The Department of External Affairs here has to recognize that there must be many more communications at many more levels between the two governing bodies in which I include both the executive and the legislative branches. So far, the Department of External Affairs and the Office of Canadian Affairs in the U.S. have tried to operate as pretty rigid channels of communications between the United States and Canada but I do not think this is possible any more. When I was working here on Parliament Hill, it was almost considered an outrage by the Department of External Affairs that anyone would have any contact with any foreign government without going through the particular division in the Department of External Affairs. The Department of External Affairs has a co-ordinating role and a great policy-making role but we are going to have to multiply those contacts. It is in our national interest to do so.

Mr. Gibson: I have a supplementary, Mr. Chairman. Would you think that a linkup between the Canadian External Affairs Committee and the American Foreign Affairs Committee, or one of their subcommittees, would be a useful exchange?

Professor Thomson: Yes, I certainly do. If you could persuade the appropriate committee to come up here and hold joint meetings with you and you were to do the same in Washington, that would be a very remarkable initiative.

[Interpretation]

M. Thomson: Oui, c'est un problème auquel notre ambassade à Washington et le bureau des Affaires canadiennes au sein du Secrétariat d'État ont à faire face. Il y a tellement de rapports qui se font de part et d'autre. Il y a huit lignes téléphoniques directes, un système de communications télégraphiques direct, etc. Néanmoins, si quelque chose se passait et s'il y avait possibilité pour avoir des contacts plus directs entre les parlementaires canadiens et les membres du Congrès américain, le problème de la coordination ne serait pas éliminé, mais deviendrait de fait beaucoup plus complexe. A mon avis, c'est une situation inévitable. Il faudrait trouver des moyens en vue d'assurer ce genre de coordination, mais j'estime que c'est là un des problèmes les plus déroutant.

M. Thompson (Red Deer): Est-ce que l'établissement de services américains ici même aux Affaires extérieures pourrait être utile à cet égard?

M. Thomson: Oui, en effet, je le crois. Le ministère des Affaires extérieures de notre pays doit se rendre compte qu'il est impérieux que des contacts se fassent à plusieurs autres échelons entre les deux gouvernements, y compris les domaines législatifs et administratifs. Jusqu'à maintenant, le ministère des Affaires étrangères et l'Office des affaires canadiennes des États-Unis ont essayé de mettre en place un système de communications assez rigide, mais je ne crois pas qu'il soit possible de faire davantage. Lorsque je travaillais sur la colline parlementaire, on considérait comme outrageant de la part du ministère des Affaires extérieures que quelques personnes aient des contacts personnels avec tout gouvernement étranger sans passer par les services de cette division en particulier, celle du ministère des Affaires extérieures. Le ministère des Affaires extérieures doit jouer un rôle important en vue de coordonner et d'établir des politiques, mais il nous faudra multiplier les contacts entre nos deux gouvernements, car c'est dans notre intérêt national.

M. Gibson: J'ai une question complémentaire à vous poser, monsieur le président. Croiriez-vous que des services de liaison qui seraient établis entre le Comité des affaires extérieures du Canada et celui des Affaires étrangères des États-Unis ou l'un de leurs sous-comités seraient utiles comme moyen d'échanger des points de vue?

M. Thomson: Oui, certainement je le crois. Si l'on pouvait persuader le Comité approprié de venir ici et de tenir des réunions conjointes avec votre Comité et, si vous pouviez faire de même à Washington, ce serait une initiative des plus remarquables.